

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 2



Implantation des 2 nouveaux ouvrages pare blocs

Indice	Date	Modifications	Rédaction
2	13/06/2025	PGC du 13/06/2025 Commentaire : Correction page 5 ACCES - DZ	Carine PIRES
1	13/06/2025	PGC indice 1 du 13/06/2025 Commentaire : PGC mis à jour suivant observations MOE	Carine PIRES
0	19/05/2025	PGC indice 0 du 19/05/2025	Carine PIRES

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.4.2. Phasage de l'opération

1.4.3. Informations complémentaires

1.5. Contexte réglementaire.

1.5.1. Contexte réglementaire de l'opération

1.6. Risques liés à l'hélicoptage

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.2.2. Réseaux enterrés

2.2.3. Réseaux aériens

2.3. Accès aux riverains et piétons à proximité des travaux

2.3.1. Accès aux riverains et piétons à proximité des travaux

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Branchement en eau

3.3.2. Branchement en électricité

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.3. Identification du personnel

3.4.4. Visites de chantier par des tiers.

3.4.5. Panneau de chantier

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.7. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.4.8. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

3.4.9. Signalisation de danger - Autres

3.4.10. Base vie - Modalités d'organisation

3.4.11. Base vie - Définition des installations

3.4.12. Base vie - Entretien des installations

3.4.13. Vérification réglementaire des installations électriques

3.4.14. Points d'eau et d'évacuation

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

3.5.3. Manutentions et levages

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

- 3.6.1. Voie piétonne
- 3.6.2. Accès des engins sur site
- 3.6.3. Circulations verticales des piétons
- 3.6.4. Opérations aériennes

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

- 3.7.1. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.8.2. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.8.4. Evacuation des matières dangereuses

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.9.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.9.2. Consignes de sécurité
- 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.9.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux de terrassement généraux
- 4.1.2. Travaux de fondations
- 4.1.3. Protections collectives propres aux travaux particuliers
- 4.1.4. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.5. Prévention du risque incendie
- 4.1.6. Risques dus à la foudre
- 4.1.7. Travaux lors des fractionnement des blocs
- 4.1.8. Risques de pollution des eaux des cours d'eau et des sols

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général Simplifié de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal
- 5.1.10. Définition des personnes autorisées

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE HAUTE GARONNE	CITE ADMINISTRATIVE - 1 Place Émile Blouin 31952 TOULOUSE
Maître d'oeuvre	RTM PIQUE & GARONNE	Maison Forestière des Torrents - 12, rue Soulérat 31110 BAGNERES-DE-LUCHON
Maître d'oeuvre	RTM ARIEGE & HAUTE-GARONNE	30, avenue du Général de Gaulle - BP 20085 09007 FOIX CEDEX
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	5 rue Morane Saulnier 65000 TARBES
Organisme de prévention	DIRECCTE	5 esplanade Compans CAFFARELLI 31080 TOULOUSE
Organisme de prévention	CARSAT	2 rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE
Organisme de prévention	OPPBTP	3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31100 Toulouse

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1 - Entreprise mandataire			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer dans la consultation des entreprises.

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

Remplacement de 2 anciens écrans pare blocs par 2 écrans 1000kJ/4 et 3m (96 +36mL)

Série RTM de CIER DE LUCHON (31) - Site de MOUNION

1.4.2. Phasage de l'opération

**Phasage de l'opération :
Suivant planning MOE**

1.4.3. Informations complémentaires

Informations complémentaires :

ACCES - DZ :

La zone de travaux est très facilement accessible depuis la voirie communale desservant le lotissement.

L'acheminement du matériel et des fournitures nécessitera d'avoir recours à l'hélicoptère.

Trois zones ont été identifiées à proximité du chantier pour la DZ et les installations de chantiers (base vie et zone de stockage matériel et fournitures) – cf dossier PLANS DCE.

1.5. Contexte réglementaire.

1.5.1. Contexte réglementaire de l'opération

1.6. Risques liés à l'héliportage

Opération d'hélicoptage :

1. Hélicoptage :

1.1. Opération d'Hélicoptage :

Une drop zone doit être définie avec accord écrit du propriétaire du terrain. La société d'hélicoptage prendra en charge les demandes d'autorisation auprès des autorités compétentes. Lors de l'opération de mise en charge de l'hélicoptère, tout le personnel non essentiel aura évacué la zone. Port du casque et des lunettes. La zone devra être dégagée de tout déchet et le matériel susceptible de s'envoler devra être évacué ou arrimé.

La préparation fera l'objet d'un déplacement sur place, d'au moins une réunion durant laquelle seront abordés le plan de chargement, le plan de vol, les déposes et reposes, les DZ, les endroits de stockage du carburant, le nombre d'élingues et leur longueur, la mise à disposition des radios, les formations des intervenants.

1.2. Manutentions :

L'entreprise utilisatrice est l'organisateur et le responsable de la sécurité de l'opération.

Il coordonne avec le pilote et le chargé de manœuvre la manière dont le travail sera réalisé et l'activité des équipes au sol.

Il planifie l'opération. Il définit les zones de chargement et de dépose.

Il les repère sur un plan d'installation et en assure la sécurisation.

Il définit le nombre de rotations et les moyens à utiliser suivant les matériaux à transporter, l'ordre des rotations.

Il précise l'emplacement et la composition des équipes au sol. Toutes ces informations doivent être transmises au pilote au plus tard la veille.

Le pilote est responsable de la charge dès qu'elle quitte le sol et jusqu'au moment où le chef de manœuvre lui indique que la charge a été stabilisée et qu'elle peut être lâchée. Il est interdit de transporter durant un même vol des personnes et des charges.

Localiser et délimiter la DZ et les zones de travaux, identifier les lignes, procéder à une visite préalable du site et à un vol de reconnaissance. Fixer solidement tout objet pouvant s'envoler sur la DZ et sur les charges. Procéder à un vol de reconnaissance, toujours prévoir une solution de repli si l'hélicoptage n'est pas possible. Prévenir le pilote des conditions particulières de la DZ avant son arrivée. Offrir une référence visuelle au sol en se mettant accroupi les deux bras levés. S'assurer au préalable de la dimension suffisante de la DZ et de son état de propreté.

Garder un dégagement disponible pour le personnel au sol. Caler les charges. Utiliser le cas échéant des cordes de guidage. Respecter l'exclusion d'un périmètre de danger de heurt.

Accueillir, sensibiliser aux risques le personnel et les tiers concernés par l'opération d'hélicoptage.

Fixer solidement tout objet pouvant se déplacer sous l'effet du souffle. Maintenir les tiers hors d'un périmètre de sécurité identifié. Équiper le personnel au sol d'EPI adaptés (casque avec jugulaire, lunettes, masque, vêtement couvrant, gants, chaussures de sécurité, protections antibruit).

Maintenir une allure au pas pour réceptionner la charge, utiliser des chaussures montantes, rester ferme sur ses appuis pour prévenir l'effort dû au souffle. Veiller à ce que la zone soit rangée et peu encombrée. Porter des protections antibruit. Sol compact sur la DZ, porter des lunettes-masque.

Se référer au site Recommandation R404 (annexée au PGC) :

<https://cordistesencolere.fr/wp-content/uploads/2024/06/Recommandation-R404.pdf>

https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/ouvrage/heliportage-guide-de-bonnespratiques_CH4K2YA56STJ5WPBLU2A7Z

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
Etude de sol : sans objet pour ces travaux	Maître d'ouvrage

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
La déclaration de travaux n'a pas été transmise au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage

2.2.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	1 - Entreprise mandataire

2.2.3. Réseaux aériens

Dispositions prévues	A la charge de
Hélicoptages : Lors de la présence d'une ligne électrique Haute Tension circulant sur le terrain ou à proximité immédiate, l'entreprise sous-traitante réalisant les hélicoptages devra réaliser son plan de vol et son PPSPS en prenant en compte son contournement ou éloignement de celle-ci avec respect des distances de sécurité.	1 - Entreprise mandataire

2.3. Accès aux riverains et piétons à proximité des travaux

2.3.1. Accès aux riverains et piétons à proximité des travaux

Dispositions prévues	A la charge de
les aménagements provisoires nécessaires pour assurer en permanence d'une part, l'accès des riverains, et d'autre part, la sécurité des piétons et des véhicules sur les itinéraires maintenus en service au droit et à proximité des travaux.	1 - Entreprise mandataire

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Un planning d'exécution des travaux devra être établi par l'entreprise mandataire, devant intégrer des délais compatibles à une prévention normale des risques de coactivité. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire.	1 - Entreprise mandataire

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'oeuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	1 - Entreprise mandataire Maître d'œuvre Coordonnateur SPS

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Cuves à eau pour les besoins du chantier et bouteilles d'eau en quantité suffisante pour le personnel présent sur le chantier	1 - Entreprise mandataire

3.3.2. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
2 groupes électrogènes (dont 1 de secours)	1 - Entreprise mandataire

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'oeuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	1 - Entreprise mandataire

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Sur ce plan figureront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'implantation des accès de l'opération. * L'implantation de la base vie, * Le stationnement des véhicules chantier * Les voies de circulation piétonnes, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage et DZ, * L'implantation des compresseurs, foreuses, pelle araignée, etc... * Les alimentations électriques (groupe électrogène), * Les points d'eau en cuve, * La zone pour les bennes à déchets ou solubags déchets 	1 - Entreprise mandataire
Hélicoptages : Plan de survol des charges lourdes et légères et prise en compte éloignement lignes électriques (le cas échéant)	1 - Entreprise mandataire

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Signaler et baliser en amont et en aval du du chantier, au début du sentier sur les risques pour les riverains, rajouter des panneaux signalétiques « Attention Chantier Interdit au Public » « Présence d'un chantier »	1 - Entreprise mandataire
Fourniture, installation et entretien de la signalétique du chantier (attention : cette signalétique devrait impérativement indiquer les risques importants de chutes de gravats, de blocs)	1 - Entreprise mandataire
Si nécessaire, les clôtures provisoires autour de la zone DZ hélicoptère de chargement, et de déchargement à proximité de la zone de chantier, seront composées de panneaux grillagés sur plots béton et reliées par connecteur. L'ensemble devra être fortement stabilisé pour tenir compte des perturbations aéroliques liées à la présence de l'hélicoptère.	1 - Entreprise mandataire

3.4.3. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	1 - Entreprise mandataire

3.4.4. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage

3.4.5. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	1 - Entreprise mandataire

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Zones extérieures aux emprises clôturées: Mise en place, à l'entrée de chaque zone interdite d'accès au public dès le démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise mandataire

3.4.7. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise mandataire

3.4.8. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
En fonction de l'avancement des travaux, mise place d'itinéraires d'accès et d'orientation des personnels. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise mandataire

3.4.9. Signalisation de danger - Autres

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panoneaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité avec des panneaux tels que "Attention Chutes de blocs". L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise mandataire
Si nécessaire, la signalisation pour la gestion de la circulation (feux, alternat manuel, fermeture physique de la route, etc.) ;	1 - Entreprise mandataire

3.4.10. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Réfectoires/Réfectoire: La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccordements aux installations, d'électricité, eau et assainissement.	1 - Entreprise mandataire

3.4.11. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 5 personnes.	Tous Corps d'état
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	1 - Entreprise mandataire

3.4.12. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien de la base vie. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	1 - Entreprise mandataire

3.4.13. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	1 - Entreprise mandataire

3.4.14. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau des installations de chantier.	1 - Entreprise mandataire

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise organisera la planification commune des opérations de livraisons, stockage, approvisionnement sur l'opération.	1 - Entreprise mandataire
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	1 - Entreprise mandataire
Chaque entreprise remettra, une semaine à l'avance, ses prévisions de livraison pour les héliportages	1 - Entreprise mandataire

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	1 - Entreprise mandataire
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	1 - Entreprise mandataire
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment lors des héliportages).	1 - Entreprise mandataire
La zone de livraison ou DZ sera close pour empêcher le passage des autres intervenants.	1 - Entreprise mandataire
En présence de lignes électriques aériennes, les livraisons et les stockages seront interdits sous et dans la zone à risques des lignes électriques.	1 - Entreprise mandataire

3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Lors des héliportages aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	1 - Entreprise mandataire
Aire de livraison Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	1 - Entreprise mandataire

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Le chantier est situé au bord de la route	1 - Entreprise mandataire
Sécurité des intervenants : aménagements et sécurisation des zones de travail et des cheminements à l'intérieur du chantier	1 - Entreprise mandataire
L'ensemble du personnel au sol devra porter en permanence les EPI et en particulier, casques avec jugulaires, chaussures de sécurité adaptées à la montagne, lunettes de protection un chasuble ou gilet réfléchissant, de manière à être visibles de tous les engins, hélicoptères	1 - Entreprise mandataire

3.6.2. Accès des engins sur site

Dispositions prévues	A la charge de
S'assurer avant le début de l'intervention sur site : <ul style="list-style-type: none"> • autorisations de conduite et/ou CACES des employés à jour • utilisation d'engins conformes et contrôlés avant emploi 	1 - Entreprise mandataire

3.6.3. Circulations verticales des piétons

Accès aux zones en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra réaliser des cheminements verticaux sécurisés	1 - Entreprise mandataire

3.6.4. Opérations aériennes

Dispositions prévues	A la charge de
- Vigilance avec la présence d'un aérodrome sur la commune de Bagnères de Luchon au Sud avec activités de parachutisme/parapente et planeurs	1 - Entreprise mandataire
Plusieurs habitations et voies de circulation se trouvent très proches des zones de travaux (<15m). Un périmètre de sécurité devra être établi pour les opérations d'hélicoptages. Une procédure spécifique sera à établir par l'entrepreneur via la société d'hélicoptère en charge des opérations dans le cadre de son offre avec planification des opérations d'hélicoptage.	1 - Entreprise mandataire

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	1 - Entreprise mandataire
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	1 - Entreprise mandataire
Fourniture, installation et entretien des protections collectives <ul style="list-style-type: none"> • protection des salariés des chutes de matériaux, des zones présentant un risque de chute de hauteur (filets de protection anti-chute, installations de cordes à noeuds, d'ancrages spécifiques, etc..) • protections de riverains en contrebas (filets de protection, fermeture de la route, etc...) 	1 - Entreprise mandataire

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise évacuera ses déchets du site. Les déchets feront l'objet d'un tri sélectif.	1 - Entreprise mandataire

3.8.2. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets de manière terrestre ou aérienne en solubags vers les centres de tri adaptés.	1 - Entreprise mandataire

3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	1 - Entreprise mandataire
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	1 - Entreprise mandataire

3.8.4. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	1 - Entreprise mandataire

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.9.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.</p> <p>Si un seul numéro de secours doit être connu c'est le : 112 (communiquer avec l'opérateur que les secours spécialisés en montagne seront assurés par les CRS Secours en Montagne Républicaine de Sécurité - 13, passage Gare - 31110 BAGNERES DE LUCHON - Tel : 05 61 79 83 79</p> <p>De plus, une liaison radio devra être maintenue en permanence.</p>	1 - Entreprise mandataire
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	1 - Entreprise mandataire

3.9.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS.</p> <p>En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBTP et le coordonnateur sécurité.</p>	1 - Entreprise mandataire

3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	1 - Entreprise mandataire
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	1 - Entreprise mandataire

3.9.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	1 - Entreprise mandataire
Une trousse de secours, commune à l'ensemble des entreprises, sera laissée dans l'algéco.	1 - Entreprise mandataire

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de terrassement généraux

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.	1 - Entreprise mandataire

4.1.2. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux, seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme, soit balisées pour protection des aciers en attente.	1 - Entreprise mandataire

4.1.3. Protections collectives propres aux travaux particuliers

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	1 - Entreprise mandataire
Des équipements de protections collectives seront mis en œuvre à chaque fois que la configuration du secteur de travail le permettra	1 - Entreprise mandataire
Fourniture, installation et entretien des protections collectives - protection des salariés des chutes de matériaux, des zones présentant un risque de chute de hauteur (filets de protection anti-chute, installations de cordes à nœuds, d'ancrages spécifiques, etc..)	1 - Entreprise mandataire
Filets de protection/purge en amont des travaux Sécuriser le site en amont des travaux (filets, purge,...) Rappel : travaux en superposition strictement interdit	1 - Entreprise mandataire
Protections en tête de talus/falaise/... Les protections collectives devront être mises en place avant le début des travaux de façon à assurer la sécurité des travailleurs.	1 - Entreprise mandataire
La pose d'ancrages pour implantation lignes de vie par exemple sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute	1 - Entreprise mandataire

4.1.4. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Mode opératoire à définir en fonction des moyens mis en œuvre pour la réalisation des travaux avec respect des règles de sécurité spécifiques à chaque dispositif	1 - Entreprise mandataire

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune superposition ne sera tolérée notamment entre les postes de forage et de scellement.	1 - Entreprise mandataire
Les risques inhérents au travail sur des pentes raides en montagne, Utilisation de harnais de sécurité en cas d'absence de protections collectives (point de fixation conforme norme NF EN795) S'assurer que les cordistes soient à jour de leur formation ou actualisation (CQP1 et CQP2) et utilisation de matériel conforme et contrôlé avant utilisation	1 - Entreprise mandataire

4.1.5. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	1 - Entreprise mandataire
L'entreprise à l'issue des travaux de soudure devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, devra s'assurer pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.	1 - Entreprise mandataire
Tout feu est formellement interdit (respect du règlement du PNP, du code forestier et de l'environnement).	1 - Entreprise mandataire
Respecter les interdictions de fumer	1 - Entreprise mandataire

4.1.6. Risques dus à la foudre

Dispositions prévues	A la charge de
Avant toute intervention sur site, consulter les prévisions météorologiques avant toute activité.	1 - Entreprise mandataire
Abonnement METEO de type Météorage, par exemple, peut vous alerter (par courriel, SMS ou téléphone)	1 - Entreprise mandataire

4.1.7. Travaux lors des fractionnement des blocs

Dispositions prévues	A la charge de
Si cela s'avérait nécessaire, la mise en place d'une vigie sur la chaussée lors du fractionnement de blocs en amont en aval de la zone d'intervention	1 - Entreprise mandataire
Mise en place de signalétique "Attention Chutes de blocs" en aval de la zone concernée	1 - Entreprise mandataire

4.1.8. Risques de pollution des eaux des cours d'eau et des sols

Dispositions prévues	A la charge de
<ul style="list-style-type: none"> • Les engins et machines utilisés devront être remisés à sec dans des espaces aménagés permettant de recueillir les éventuelles fuites d'hydrocarbures ou autres produits polluants. On évitera les abords du cours d'eau. • Les huiles et les hydrocarbures seront récupérés, stockés et évacués dans des récipients agréés par le Maître d'oeuvre. Les engins devront être stockés sur des bacs de rétention comme les bidons divers de carburants ou huile • Toutes les précautions seront prises pour éviter les déversements de fines et de produits polluants dans les fossés et les cours d'eaux. • Tout déversement de terre, de gravats, de branchage dans les fossés et cours d'eau devra être retiré rapidement pour éviter leur bouchage et celui des ouvrages de traversée. • Tout écoulement de béton ou déversement des eaux de lavage des toupies de béton sur le chantier, dans les fossés et les cours d'eau est formellement interdit 	1 - Entreprise mandataire
<p>Gestion des pollutions accidentelles</p> <p>En cas de pollution accidentelle, l'entrepreneur avisera sans délai les secours (tél. 112) ainsi que le maître d'oeuvre. Il prendra toute disposition utile à faire cesser la cause du problème en attendant l'arrivée des secours et les consignes conservatoires du maître d'oeuvre. L'appel téléphonique devra indiquer de manière aussi précise que possible le lieu, la nature et l'importance du sinistre.</p> <p>En cas de déversement accidentel important d'hydrocarbures sur berge ou dans le lit en phase de travaux, les mesures suivantes devront être prises, dans l'ordre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eviter la contamination du sol par le saupoudrage de produits absorbants spécifiques ; - Eviter la contamination des eaux superficielles par blocage, par barrage, digue de terre dans un premier temps ; - Excaver les terres polluées au droit de la surface d'infiltration ; - Réaliser au sol des aires étanches sur lesquelles les terres souillées seront provisoirement déposées puis acheminées vers un centre de traitement spécialisé. 	1 - Entreprise mandataire

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général Simplifié de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGSC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS. Les PPSPSS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise teindra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPSS sur le chantier.

5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.9. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

5.1.10. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Carine PIRES	Tél : 0624483867 Email : carine.pires@socotec.com
Etabli le : 13/06/2025 Date de modification : 13/06/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: Forêt domaniale d'Antenac 31100 CIER-DE-LUCHON	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS) Hélicoptères	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)